Art. 6. — Les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les Sociétés d'assurances, visées à l'art. 3, procèdent à constituer, jusqu'au 31 décembre 1924, au plus tard, pour chaque Etat des réserves techniques suffisantes pour faire face à leurs engagements en relation avec les contrats d'assurance inclus dans le portefeuille attribué à l'Etat respectif.

Les réserves techniques devront être calculées dans la monnaie des Etats contractants d'après les règles précédentes et seront établies telles qu'elles l'auront été à la date du 31 décembre 1918 sur la base des hypothèses démographiques et financières déjà employées pour les sociétés et suivant les règles spéciales qui ont été en vigueur à cette date pour les Compagnies nationales dans les Etats respectifs.

Les Hautes Parties contractantes dans les territoires desquelles les dites Compagnies d'assurances ont leur siège principal, s'engagent à obliger les Compagnies par tous les moyens administratifs qu'ils pourront exercer en vertu des lois sur le contrôle des assurances, à effectuer le plus tôt possible la constitution de la couverture des susdites réserves techniques conformément aux dispositions des articles suivants.

Il est réservé à chaque Etat le droit de demander que la couverture des réserves soit transportée dans l'Etat respectif, déposée et engagée en faveur des assurés selon les lois nationales relatives aux Compagnies étrangères.

Art. 7. — On devra distinguer les réserves techniques (réserves et reports des primes, réserves des capitaux échus et sinistrés) au 31 décembre 1918, des réserves techniques à constituer par les Compagnies à partir de cette date, qui doivent être couvertes complètement d'après les lois en vigueur dans l'Etat respectif. Il sera en tout cas fait abstraction des actifs nouvellement acquis par les Compagnies à partir de la date susdite.

Les réserves techniques au 31 décembre 1918 du portefeuille attribué à chaque Etat seront couvertes, en tenant compte des intérêts arriérés, par les actifs suivants :

1. Titres émis par l'Etat respectif à la valeur de bourse, excepté les titres indiqués aux numéros 6 et 7;

2. Prêts sur polices d'assurances sur la vie attribuées au portefeuille de l'Etat respectif;

3. Biens immobiliers qui se trouvent dans le territoire attribué à l'Etat respectif à la valeur fixée dans le bilan à la date du 31 décembre 1918. Sur la demande de chacun